



Brevet unitaire européen : avantages et inconvénients

Virginie Brunot a répondu aux questions de Maxime Monniotte pour Les Affiches parisiennes dans une vidéo qui a ensuite fait l'objet d'un article publié le 25 mai 2023. Elle s'est attachée à détailler les différents aspects techniques du brevet unitaire européen qui entre en vigueur le 1er juin. • [Lire la suite](#)



L'eSport est-il une discipline vraiment sportive ?

Virginie Bensoussan Brulé s'est exprimée sur « L'eSport est-il une discipline vraiment sportive ? » pour les Visiteurs du soir du dimanche 21 mai 2023. Bien qu'il ne soit pas encore reconnu en tant que tel, l'eSport dispose néanmoins d'un cadre juridique spécifique qui repose sur le jeu vidéo. • [Lire la suite](#)



Formation Cybercriminalité : Quelles mesures juridiques mettre en place ?

Raphaël Liotier anime une formation sur la cybercriminalité pour Lamy Formation, le 16 juin 2023. Quelles sont les actions et mesures juridiques à mettre en place ?

• [Lire la suite](#)



L'IA et les robots, danger ou opportunité pour l'emploi ?

A la Une du dernier numéro de Planète Robots édité par Lexing Editions, « l'IA et les robots », un dossier spécial sur la robotique face à l'emploi. Les robots vont-ils remplacer les hommes ? Faut-il en avoir peur ? Quels sont les enjeux et les opportunités de cette transformation ? • [Lire la suite](#)



L'usage des drones à des fins de sécurité publique

Virginie Bensoussan Brulé s'exprime sur l'usage des drones équipés de caméras par les forces de l'ordre à des fins de prévention des atteintes à la sécurité publique pour les Visiteurs du soir du dimanche 21 mai 2023. • [Lire la suite](#)



Colloque ADDR : Protéger les victimes de dommages liés à l'IA au sein de l'Union européenne

Il est encore temps de vous inscrire au prochain colloque de l'Association du Droit des Robots (ADDR) animé par Alain Bensoussan et Jérémy Bensoussan se tiendra le 8 juin 2023. • [Lire la suite](#)



Cadre juridique des PSAN : vers un renforcement des exigences de ce statut ?

Le cadre juridique des PSAN (prestataires de services sur actifs numériques) va se renforcer. Le Parlement européen a formellement adopté en séance plénière jeudi 20 avril, le règlement européen sur les marchés de crypto-actifs (« Markets in Crypto-Assets » ou « MiCA »). • [Lire la suite](#)



Bilan 2022 des autorités de protection : Le réseau Lexing® vous informe

Dans le dernier dossier de « Lexing Insights », les membres du réseau Lexing® se penchent sur le Bilan 2022 des amendes prononcées par les autorités de protection. • [Lire la suite](#)



Réforme des contrats spéciaux : droit commun et règles supplétives

L'avant-projet de réforme du droit des contrats spéciaux propose des évolutions en matière d'articulation avec le droit commun des contrats. Le caractère supplétif ou impératif du droit des contrats spéciaux mérite également d'être étudié dans le cadre de l'avant-projet. • [Lire la suite](#)



Formation PIA analyse de risques et étude d'impact

Anne Renard animera une formation Comundi PIA, analyse de risques et étude d'impact en matière de protection des données personnelles, le 15 juin 2023. Identifier les logiques de l'élaboration du PIA pour l'intégrer à son organisation. Décrypter ses différentes composantes juridiques. • [Lire la suite](#)



DSA : Première vague de désignation des très grandes plateformes et moteurs de recherche en ligne

Au lendemain de l'adoption du Digital Services Act (DSA), la Commission s'attèle à sa mission de désignation. Dans un communiqué du 25 avril 2023, la Commission européenne notifie la désignation de très grandes plateformes et moteurs de recherche en ligne. • [Lire la suite](#)



Formation Droit de la robotique et IA : quels impacts juridiques ?

Jérémy Bensoussan interviendra dans le cadre d'une formation « Droit de la robotique et IA : comprendre les impacts juridiques de cette nouvelle révolution technologique » le 6 juin 2023. • [Lire la suite](#)



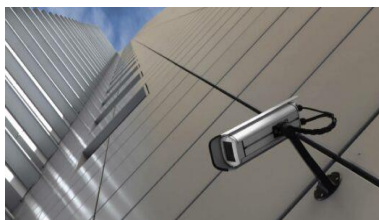
Réforme des contrats spéciaux : présentation générale

Après le droit commun des contrats et le droit des sûretés, le législateur entend désormais réformer le droit des contrats spéciaux. Un premier projet avait été proposé en 2017 mais n'a pas été mené à bout. • [Lire la suite](#)



Fenech Security Talk : vidéosurveillance intelligente et libertés individuelles

Vidéosurveillance intelligente et libertés : c'était le thème de l'émission animée par Georges Fenech qui réunissait le 4 mai dernier Alain Bensoussan et son confrère Thibault du Manoir de Juaye sur la web TV Agora News Sécurité ». • [Lire la suite](#)



L'opposabilité et l'utilisation des outils de contrôle des salariés

La Cour de cassation précise la manière de rendre opposable les différents outils de contrôle des salariés. Cela passe notamment par une bonne identification de la finalité du/des traitement(s) et par le respect de la procédure adéquate. • [Lire la suite](#)



Lexing Avocats présent au Printemps des DPO 2023

Alain Bensoussan participe au Printemps des DPO 2023 qui se tiendra le 27 juin 2023 au Parc des Princes à Paris. Le Printemps des DPO est le rendez-vous incontournable de la communauté des acteurs de la protection de données. • [Lire la suite](#)



Classe virtuelle contrats informatiques SaaS et Open Source

Jennifer Knight anime une formation pour Lamy Formation sur les contrats informatiques SaaS et Open Source le 1er juin 2023 en classe virtuelle. • [Lire la suite](#)

■ NOS EVENEMENTS



Le règlement DSA : nouveau cadre européen de régulation des services numériques

Alexandra Massaux anime une Conférence Lexing « Règlement DSA : nouveau cadre européen de régulation des services numériques », le **mercredi 21 juin 2023** de 9 heures à 11 heures en visioconférence. [Programme et inscription](#)



Répondre à une demande d'exercice de droits RGPD d'un salarié ou d'un client

Virginie Bensoussan-Brulé anime une conférence Lexing « Comment répondre à une demande d'exercice de droits RGPD d'un salarié ou d'un client ? », le **vendredi 23 juin 2023** de 9 heures à 11 heures en visioconférence. [Programme et inscription](#)

Informatique et libertés : bilan et perspectives

Alain Bensoussan anime une Conférence Lexing « Informatique et libertés : bilan et perspectives », le **mercredi 13 septembre 2023** de 9h à 11h en visioconférence. Le dernier rapport d'activité de la Cnil porte une attention spéciale à l'IA en particulier aux IA génératives comme ChatGPT. **Programme à venir.**



Textes et jurisprudence clés

Loi sur l'influence commerciale – Une loi encadre désormais l'influence commerciale et les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux à travers l'obligation de transparence, l'interdiction de la promotion de certains biens et services (nicotine, chirurgie esthétique, etc.) et des sanctions renforcées à l'encontre des influenceurs ([Loi 2023 -451](#) du 09 06 2023).

Brevet unitaire européen – Le brevet unitaire européen entre en vigueur le 1er juin. Les premiers brevets européens à effet unitaire enregistrés par l'OEB vont pouvoir prendre effet dans les 17 Etats membres de l'Union européenne qui ont ratifié l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet (Accord relatif à la JUB) (OEB, entrée en vigueur le 01 06 2023 [Brevet unitaire et juridiction unifiée du brevet](#)).

Biométrie – Quelques jours après la promulgation de la loi sur les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 qui autorise l'expérimentation de la vidéosurveillance dite « intelligente », la commission des Lois du Sénat a adopté une proposition de loi relative à la reconnaissance biométrique dans l'espace public ([Rapport n° 664](#) du 31 05 2023).

Contrat électronique – Un décret fixe les modalités techniques de résiliation des contrats par voie électronique et précise les modalités d'accès et d'utilisation de la fonctionnalité de résiliation par voie électronique des contrats prévue à l'article L. 215-1-1 du code de la consommation ([Décret n° 2023-417](#) du 31 05 2023).

Fusion carte nationale d'identité et carte vitale – Le Gouvernement annonce lancer une mission de préfiguration pour examiner la fusion entre la carte nationale d'identité et la carte vitale pour renforcer la sécurisation du numéro de sécurité sociale et éviter les fraudes liées aux cartes Vitale (Ministère de l'Économie, [Communiqué](#) du 30 05 2023).

Drones : légalité du décret du 19 avril 2023 – Saisi par un particulier et une association, le juge des référés du Conseil d'État rejette la demande de suspension du [décret](#) autorisant l'emploi de drones à des fins de maintien de l'ordre ([CE ord réf n° 473547](#), du 24 05 2023).

Rapport Cnil - La Cnil a remis son rapport annuel. Il révèle une hausse des mises en demeure et une attention spéciale portée à l'IA en particulier les IA génératives comme ChatGPT ([Rapport Cnil](#) 43e rapport annuel pour 2022 du 23 05 2023).

Vidéoprotection intelligente – La loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 prévoit diverses dispositions en matière de sécurité comme l'usage de la vidéoprotection intelligente et des scanners corporels à l'entrée des stades (Loi 2023-380 du 19 05 2023).

Données de santé et cookies – La Cnil a sanctionné DOCTISSIMO pour un montant de 380 000 euros pour ne pas avoir recueilli le consentement des personnes à la collecte et l'utilisation de leurs données de santé, et pour ne pas avoir respecté les règles sur les cookies (Délib Cnil n° SAN-2023-006 du 11 05 2023).

Transferts de données UE-États-Unis – Le Parlement européen a adopté une résolution sur l'adéquation de la protection offerte par le cadre UE-Etats-Unis en matière de protection des données. Les principes du cadre de confidentialité des données émis par le département du Commerce des États-Unis n'ont pas été suffisamment modifiés, par rapport à ceux du Privacy Shield, pour fournir une protection essentiellement équivalente à celle prévue par le RGPD ([Résolution 2023/2501\(RSP\)](#) du 11 05 2023).

La lettre JTIT est éditée par Alain Bensoussan Selas, société d'exercice libéral par actions simplifiée au capital social de 8.000.000 euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 452 160 856, dont le siège social est situé 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris – téléphone 01 82 73 05 05 – adresse de courrier électronique : paris@lexing.law – n° de TVA intracommunautaire FR48452160856.

Président et Directeur de la publication : Alain Bensoussan - Responsable de la rédaction : Isabelle Pottier.

Diffusée uniquement par voie électronique - gratuit - ISSN 1634-0701

Président : Alain Bensoussan. Directeur de la publication : Alain Bensoussan - Responsable de la rédaction : Isabelle Pottier.

Diffusée uniquement par voie électronique - gratuit - ISSN 1634-0701 - ©Alain Bensoussan 2023

Vous recevez ce courriel car vous êtes abonné à cette alerte. Se désabonner en cliquant sur le lien :

<https://www.lexing.law/unsubscribe/?email=<mail>>